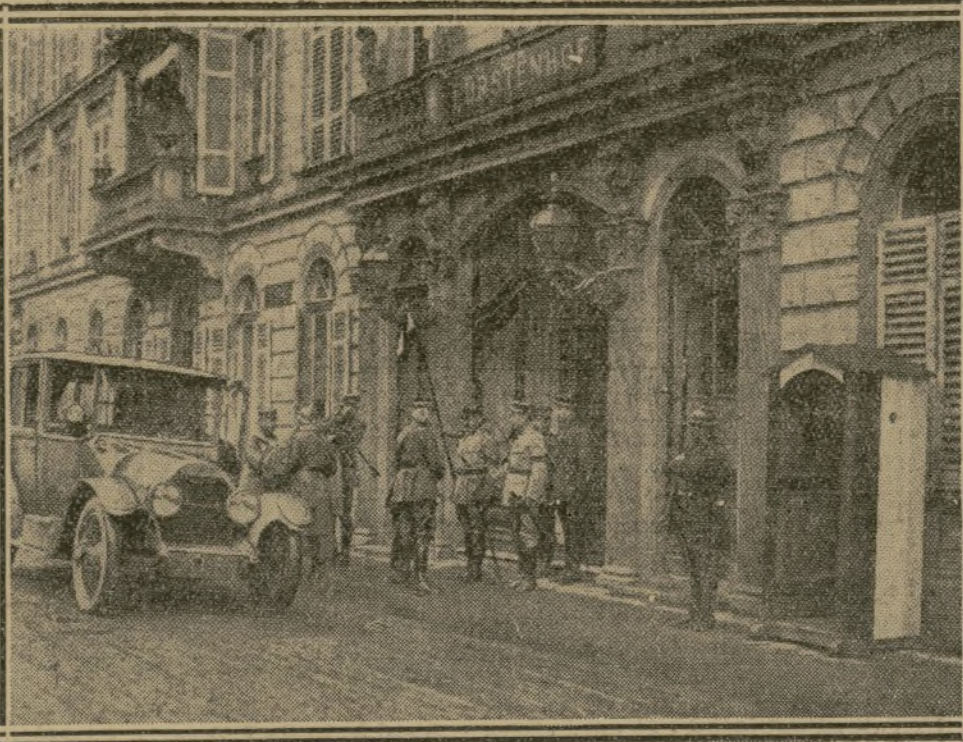


LES GRANDES DATES DE NOTRE HISTOIRE : LES FRANÇAIS A EMS

Photographies prises dans la ville allemande par l'envoyé spécial d'«Excelsior»

LE 13^e TIRAILLEURS ARRIVE POUR LA REVUE

LE GÉNÉRAL FAYOLLE REÇU PAR LE GÉNÉRAL SCHULLER



LE COLONEL MORIN REÇOIT LA FOURRAGÈRE



NOS SOLDATS DEVANT LA PLAQUE COMMÉMORATIVE DE L'ENTREVUE D'EMS



LE GÉNÉRAL FAYOLLE CONTEMPLER LE MONUMENT DE LA GUERRE DE 1870-1871

LE DRAPEAU DU 13^e TIRAILLEURS REÇOIT LA FOURRAGÈRE

LA LECTURE DES CITATIONS DU RÉGIMENT

LE DRAPEAU DU 1^{er} ZOUAVES SALUE LE 13^e TIRAILLEURS

Quel est le Français qui n'admirera dans cette série de photographies l'intervention de la "justice immanente" annoncée par Gambetta? Ems, la petite ville d'eaux allemande occupée à présent par nos troupes, fut, on le sait il y a 49 ans, le lieu de l'entrevue suprême entre le comte Benedetti, ambassadeur de France, et Guillaume I^{er}, le roi de Prusse d'alors. Benedetti était chargé de prier Guillaume I^{er}, comme chef de la famille Hohenzollern, de ne pas donner son assentiment à la candidature du prince Léopold au trône d'Espagne. L'entrevue fut courtoise. Mais Bismarck en falsifia à ce point le récit officiel qu'il rendit la guerre inévitable. Loin de passer sous silence ce faux qui déclencha la catastrophe de 1870, les

Allemands s'en glorifient. Une plaque commémorative fut apposée sur le sol, à l'endroit même où l'ambassadeur rencontra le roi. En voici l'inscription : "13 Juli 1870. — 9 Uhr 10 Morgens" (le 13 juillet 1870, à 9 h. 10 du matin). C'est dans cette ville d'Ems que s'est déroulée, lundi dernier, une émouvante cérémonie française. Le général Fayolle assembla devant le monument de Guillaume I^{er} le 13^e régiment de marche de tirailleurs, que les Allemands appelaient les "hirondelles de la mort", puis il accrocha au drapeau la fourragère aux couleurs de la médaille militaire. Sur une des faces du monument de 1870 que montre une des photos du milieu, nos soldats ont inscrit les dates de nos victoires,

POUR ÉQUILIBRER NOTRE BUDGET

UNE ASSOCIATION FINANCIÈRE
DES NATIONS EST INDISPENSABLE

M. Lémy estime que les charges de la guerre, déduction faite de ce qui pourra être récupéré sur l'Allemagne, devront être réparties entre les peuples alliés et associés.

AVANT D'ENVISAGER DES IMPÔTS NOUVEAUX, SACHONS
RENDRE PRODUCTIFS LES IMPÔTS EXISTANTS

182 milliards de dépenses effectuées, 25 milliards de dépenses indispensables jusqu'en juillet, sans y comprendre les 120 milliards nécessaires à la reconstitution de nos régions détruites, ni les milliards des surenchères démagogiques dont la Chambre donne à tout propos le spectacle ; — 158 milliards de ressources (dont plus de 30 milliards à emprunter à court terme et 24 milliards d'avances de la Banque de France) ; un budget de 18 milliards couvert seulement à concurrence de 8 milliards par le produit des impôts : tel est, dans ses grandes lignes, le bilan financier de la guerre ! Le déficit est formidable.

La commission du budget s'émue. M. Raoul Péret jette le cri d'alarme. On demande au gouvernement de faire connaître son programme financier. M. Klotz répond qu'il espère récupérer l'indemnité à charge de l'Allemagne, et propose un impôt sur le capital, sur les modalités duquel il ne fournit aucun détail. La commission du budget condamne à l'unanimité la politique du ministre des Finances, constate que le gouvernement n'apporte et ne propose aucune solution positive. M. Klotz va devant le Sénat. Le Sénat approuve les réserves de la Chambre. Nous en sommes là.

Que veut M. Klotz ? Qu'est-ce que son « impôt sur le capital » ? Entend-il, pour combler l'effrayant déficit actuel, faire un gros prélèvement sur le capital ? Ce serait, pour un résultat partiel, bouleverser à un degré tel l'économie nationale que l'obtention des ressources pour équilibrer nos budgets deviendrait impossible, et que le rendement, déjà si faible, de nos impôts serait encore diminué.

Entend-il, sous un autre nom — comme partie de ses déclarations le laisse entendre — instaurer un nouvel impôt sur le revenu ? Le déficit en capital n'en subsisterait pas moins, car, au lendemain d'une mesure qui atteindrait la Rente comme les autres richesses, le succès de nouveaux emprunts de l'Etat français serait au moins douteux. L'impôt sur le capital est une aventure. La commission du budget ne consent pas à s'y engager.

Elle insiste sur les revendications à exercer contre l'Allemagne et sur l'obtention du versement rapide d'une somme à valoir. Je crains qu'elle ne s'illusionne sur l'importance de l'indemnité que la France peut attendre des Empires du Centre. Deux raisons me paraissent décisives pour ne pas trop en faire état dans la liquidation en principal ou intérêts de notre dette de guerre. L'une réside dans le total des revendications que les Alliés ont à formuler. Sait-on communément que le seul chapitre des réparations pour les pays dévastés dépassera 200 milliards de francs et équivaut — traduite en notre monnaie — à l'évaluation de 500 milliards de marks donnée par Helfferich, en 1913, de la fortune de l'Allemagne ? Il faudrait à l'Allemagne des générations pour s'acquitter, et il faudrait maintenir en Allemagne, pour ce recouvrement, une armée d'occupation de plusieurs millions d'hommes. Les Alliés y sont-ils décidés ?

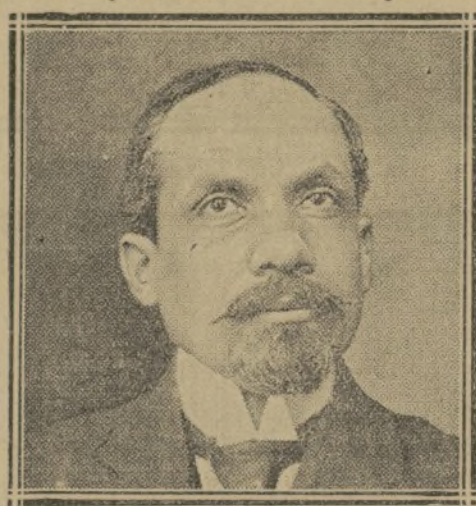
La seconde raison est double : il faut que les créances sur l'Allemagne soient recouvrées en richesses ayant un pouvoir libérateur international. Tout paiement en marks serait inopérant. Quelle serait, en effet, la valeur d'échange de cette monnaie lorsque l'Allemagne sera débarrassée du monde entier, alors qu'aujourd'hui le mark perd 70 pour 100 à Genève ?

Mais il y a plus : pour s'acquitter par annuités, c'est par milliards qu'il faudra compter. Or, la balance commerciale en Allemagne, pendant la période d'extrême prospérité, se soldait par un milliard de marks. Les transports faits par sa marine marchande, ses intérêts à l'étranger et ses exportations de services représentaient tant bien que mal la balance des paiements. Tout cela disparaît. Quand tout cela subsisterait, il faudrait que le solde net en faveur de l'Allemagne s'établisse au minimum à 15 ou 20 milliards.

liards pour qu'elle pût payer sa dette. Il faudrait que ses exportations atteignent le double de ce chiffre. La guerre aurait ainsi assuré le triomphe économique de l'Allemagne puisque les Alliés, pour se faire payer, devraient favoriser les produits allemands ! Ce n'est pas pour ce résultat que nous nous sommes battus !

Quel est le remède ? Il appartient au gouvernement de le chercher, de le trouver, de le proposer aux Chambres. C'est sa fonction.

Tout au plus peut-on se permettre quelques suggestions. L'effort doit tendre d'abord à obtenir de l'Allemagne les réparations en nature et les prestations en matières premières dont nous sommes dépourvus : au besoin, la cession de certaines mines et usines qui contribueront au paiement



M. HENRY LÉMY
(Phot. Henri Manuel.)

des réparations avec les grosses entreprises que les Allemands possèdent à l'étranger.

Il faudrait ensuite tenter d'équilibrer le budget. Et, pour cela, la première tâche est de rendre productifs les impôts existants. Certains ont été mal conçus, tel l'impôt de 10 pour 100 sur le luxe ; d'autres, comme l'impôt complémentaire sur le revenu et l'impôt sur les bénéfices de guerre, ont été d'un rendement ridicule, faute de contrôle. Un simple rapprochement de chiffres le fera sentir. En quatre ans et demi, l'impôt sur les bénéfices de guerre a produit en France 1,800 millions. Il a produit en Angleterre 7 milliards et demi.

Avant d'envisager la création d'impôts nouveaux, il faudra utiliser les richesses considérables d'Alsace-Lorraine : mines de fer, gisements de potasse, de pétrole, etc. Enfin, il faut se garder de toute improvisation hâtive dans la création d'impôts nouveaux : il faut rechercher la productivité, mais ne pas tarir les facultés productives du pays, dont jamais l'activité ne fut plus nécessaire pour assainir et relever nos finances.

Mais, quelque effort qu'on tente, les charges que nous légue la guerre sont trop lourdes pour que la France, épuisée par la perte de plus de deux millions d'hommes, par la destruction de ses plus riches départements, puisse supporter seule le fardeau.

L'équité commande que les charges de la guerre — déduction faite de ce qui pourra être récupéré sur l'Allemagne — soient réparties au prorata de leurs facultés entre tous les peuples que la défense du Droit et de la Liberté a alliés et associés.

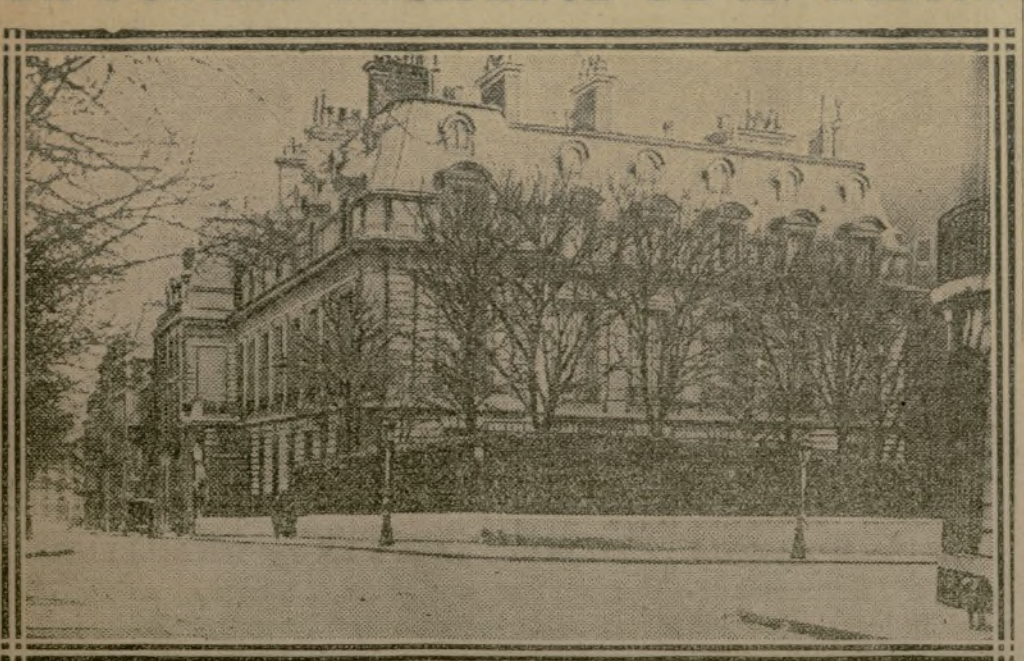
Il n'y aura pas de Société des nations s'il n'y a pas d'abord une Association financière des nations.

Henry LÉMY,
député,
ancien sous-secrétaire d'Etat.

Les voyages aériens entre
la France et la Belgique

BRUXELLES, 1^{er} mars. — La Nation Belge annonce que le ministre des Affaires étrangères a accordé à M. Henri Farman toutes les autorisations nécessaires pour ses voyages en commun à bord du Goliath.

LA FUTURE RÉSIDENCE DE M. WILSON



L'HOTEL BISCHOFFSHEIM, 11, PLACE DES ETATS-UNIS, A PARIS

Ainsi que nous l'avons annoncé, hier, le président et Mme Wilson n'ont pas voulu user plus longtemps de l'hospitalité qui leur avait été offerte par LL. AA. le prince et la princesse Murat, et résideront, lors de leur prochain séjour parmi nous, à l'hôtel Bischoffsheim, mis à leur disposition par M. et Mme Francis de Croisset.

L'OFFENSIVE CONTRE LA VIE CHÈRE

Le prix des vivres va baisser de
40 pour 100
à partir de Jeudi prochain

C'est ce qui nous fut déclaré, hier, au
sous-secrétariat du Ravitaillement.

La ration-type d'un homme normal établie par la commission scientifique interalliée de ravitaillement coûte actuellement par jour :

A PARIS.....	3 fr. 25
A NEW-YORK.....	2 fr. 08
A LONDRES.....	1 fr. 75

A partir du 6 mars, et du fait des dispositions prises par le gouvernement, elle ne coûtera plus que :

1 fr. 94 à Paris

Voici la comparaison de quelques-uns des prix qui sont payés actuellement et de ceux qui seront payés dans les baraques Vilgrain :

	Prix actuels	Prix au 6 mars
Viande frigorifiée.....	9 fr. le kilo	3 fr. 50 le kilo
(Bœuf et mouton)		
Jambon salé.....	12 fr. —	5 fr. 60 —
Lard.....	8 fr. —	5 fr. —
Saindoux.....	8 fr. —	4 fr. 90 —
Riz.....	2 fr. —	1 fr. 10 —
Haricots.....	2,25 —	1 fr. 30 —
Huile.....	9 fr. —	5 fr. 60 —
Lait condensé.....	2 fr. les 400 gr.	1 fr. 50 l'400 gr.

(Ces prix sont sujets à variations avec tendance vers la baisse)

Le pain, les pommes de terre et le sucre seront vendus aux anciens cours réduits.

LA RATION-TYPE A ÉTÉ ÉTABLIE SUR LES DONNÉES SUIVANTES :

Pain : 500 gr. — Viande (bœuf ou mouton) : 100 gr. — Viande salée : 50 gr. — Saindoux : 40 gr. — Lard : 20 gr. — Huile : 20 gr. — Pommes de terre : 500 gr. — Riz : 75 gr. — Légumes secs : 75 gr. — Sucre : 25 gr. — Lait condensé : 25 gr.

CE QU'ON NOUS A DIT DE PLUS FRAPPANT
AU SOUS-SECRÉTARIAT DU RAVITAILLEMENT :

— A Marseille, nous a dit, hier, M. Vilgrain, l'ouverture de vingt-sept boutiques vendant les denrées contrôlées a immédiatement provoqué, sur le marché local, une chute de prix de 40 à 50 0/0 sur tous les produits alimentaires, même sur ceux qui n'étaient pas directement visés.

« Les prix que nous avons établis laissent un bénéfice et une rémunération raisonnables aux intermédiaires. »

« Voulez-vous un exemple : la viande frigorifiée, le jambon et les haricots

sont cédés respectivement, par le Ravitaillement, aux commerçants de détail, octroi compris : 3 fr. 15, 4 fr. 75 et 1 fr. 12 le kilo. Nos magasins les vendent au public 3 fr. 50, 5 fr. 60 et 1 fr. 30. C'est donc une marge de 35, 85 et 18 centimes par kilo.

« Le bénéfice des intermédiaires et même la concurrence entre les détaillants ne sont donc point méconnus. »

« Nous nous proposons de vendre, en outre, des mets tout préparés et à des prix aussi peu élevés que possible. »

DÈS DEMAIN LUNDI :

15 baraques seront complètement montées. C'est dans ces magasins que la vente commencera le 6 mars.

VERS LES PRÉLIMINAIRES DE PAIX

LE MARÉCHAL FOCH
a remis son rapport au Conseil des Dix

Officiel, 1^{er} mars. — Les ministres des puissances alliées et associées se sont réunis au Quai d'Orsay, à 3 heures.

Le maréchal Foch a déposé le rapport des représentants militaires alliés sur les conditions militaires à imposer à l'ennemi.

M. Crespi, au nom du Comité de rédaction financier, a formulé le questionnaire à résoudre, dont les solutions ont été confiées à la commission financière.

M. Clémentel, au nom du Comité de rédaction économique, a donné le détail des questions de cet ordre à résoudre par le traité de paix ; la solution a été confiée à la Commission économique.

La prochaine séance aura lieu lundi, à 3 heures.

On avait annoncé que le Comité des Dix entendait hier les exposés préparés par deux commissions, la financière et l'économique. Ces exposés, qui comportaient non point des solutions, mais des nomenclatures de questions, n'offraient qu'une importance secondaire en soi. On a sur-le-champ décidé que deux nouvelles commissions de 15 membres, 10 pour les grandes puissances, 5 pour les petites, seraient chargées d'étudier ces problèmes qui touchent aux dettes publiques, au change, aux traités de commerce, etc.

Tout l'intérêt de la séance a été pour la lecture qu'a faite le maréchal Foch. Cette lecture a été quelque peu inopinée. Le maréchal travaillait depuis huit jours avec les experts militaires à dresser le programme des conditions — militaires bien entendu, — qui seraient inscrites dans la prochaine convention avec l'Allemagne, — celle qui doit remplacer l'armistice provisoire. C'est de ce programme qu'il a donné hier communication au Comité. Comme toute indiscretion nous est là-dessus interdite, nous nous bornerons à dire que l'armée allemande devrait être limitée à un contingent précis et que toutes mesures seraient prises pour assurer l'observation des engagements souscrits.

On compte lundi, en présence de M. Lloyd George, discuter les termes de ce rapport. Il est évident qu'on est entré hier dans une phase nouvelle des délibérations et qu'on commence à entrevoir la fin.

Tandis que le Comité des Dix écoutait cette lecture, si éminemment impressionnante, les commissions territoriales travaillaient dans leurs locaux respectifs.

La Commission des affaires polonaises a fixé la limite occidentale de la Pologne — c'est-à-dire celle qui sépare ce pays de la Prusse. Ce sera, à peu de chose près, la limite de 1772. Toutefois, la Pologne s'enrichira de quelques districts silésiens.

La Commission des affaires belges, qui est en même temps chargée des affaires danoises, a étudié le rattachement du canton prussien de Malmédy à la Belgique.

Elle a décidé que des plébiscites auraient lieu, après un certain délai moral, dans le Siesvig du Nord et le Siesvig central, en bloc pour le premier, par tranches pour le second.

Enfin, la Commission des affaires grecques, qui évolue dans le cadre général suivant : suppression de l'empire ottoman, internationalisation de Constantinople, libération des nationalités opprimées par la Porte, a décidé que la côte d'Asie Mineure, entre Adali et le golfe de Cos, serait hellène. L'Italie a fait quelques réserves.

Le travail des commissions

La sous-commission des fleuves, ports et voies ferrées s'est réunie à 10 heures, hier matin, au ministère des Travaux publics. La sous-commission a été saisie par les délégations britannique et française des propositions relatives aux ports français et internationaux, qu'elle a commencé à discuter et dont l'examen sera poursuivi dans la prochaine réunion. La séance a été levée à 2 heures.

La Hollande adresse une note à la Belgique

BRUXELLES, 1^{er} mars. — La Dernière Heure dit que le gouvernement hollandais a fait remettre au gouvernement belge une note modérée, relative à la question hollandaise.

S'inspirant de la déclaration faite récemment à la Chambre hollandaise, la note semble dire qu'on s'est ému à La Haye de la situation faite par la déclaration de M. Hyman à Paris et que, si les bons rapports des deux pays devaient avoir à en souffrir, la Hollande n'aurait aucun reproche à se faire. Au contraire, la Belgique devrait supporter la responsabilité de la situation qui aurait été créée.

Nouveau délégué portugais

LISBONNE, 1^{er} mars. — Le Diário de Notícias annonce que M. Afonso Costa sera nommé aussi délégué portugais à la Conférence de la paix.

Le prince régent de Serbie a quitté Paris, hier soir

Le prince régent Alexandre de Serbie a quitté Paris, hier soir, à 20 h. 15. A la gare de Lyon, le président de la République, accompagné du général Pénelon, chef de la maison militaire de la présidence, a salué le prince avant son départ.

Sur le quai de la gare, on remarquait, en outre, M. Pichon, ministre des Affaires étrangères ; le général Alby, représentant M. Clemenceau, président du Conseil ; M. Vesnitch, ministre de Serbie, et le personnel de la légation de Serbie.

Le prince regagne Belgrade, en passant par Toulon, Patras et Athènes.

LINGE AMÉRICAIN HYATT

UNE CARRIÈRE BIEN REMPLIE

LES SOUVENIRS DU "BON JUGE"
LE CONSEILLER SÉRÉ DE RIVIÈRES

C'est hier que l'éminent magistrat a pris sa retraite. Il a bien voulu nous confier quelques impressions de sa carrière, toute consacrée à la justice en ce qu'elle a de plus humain.

IL NOUS DÉCLARE QU'IL CONTINUERA SES CONSULTATIONS
GRATUITES ET ÉCRIRA PEUT-ÊTRE SES MÉMOIRES

Hier a eu lieu, à l'ouverture de la 6^e chambre de la Cour d'appel, une émouvante cérémonie, à l'occasion de la retraite du conseiller Séré de Rivières, que le Palais avait affectueusement surnommé le « bon juge ».

Le bâtonnier Henri-Robert a pris le premier la parole, au nom de l'ordre des avocats :

« Nous saluons, a dit en terminant M. Henri-Robert, le magistrat éminent, digne fils du soldat cédre qui fortifia notre frontière et dont les enseignements, s'ils avaient été mieux écoutés, nous auraient peut-être évité les horreurs de l'invasion. »

Le conseiller Séré de Rivières dissimula mal son émotion en parlant de sa carrière « sur le point d'expirer ».

« La vie, dit-il, est faite de résignations successives, et le Palais restera mon souvenir et ma fierté. Merci L. Adieu L. »

M. le conseiller Séré de Rivières a bien voulu nous confier quelques impressions et

valut, un jour, cette douce prière de l'un de ses assesseurs :

« Acquiesce, mon cher président, mais ne motive pas ! »

Une maison de correction dépeuplée

« Puis-je vous demander, monsieur le conseiller, quelques souvenirs ? »

« Mon Dieu, c'est bien difficile... J'en ai tant que le choix m'embarrasse. J'écrirai peut-être mes Mémoires... si j'ai le temps. Mais je crois que je n'aurai pas le temps parce que j'ai l'intention de continuer mes consultations gratuites, qui ont rendu quelques petits services à de petites gens. Vous n'imaginez pas ce qu'il y a d'amour, d'humanité, chez les humbles... même quand ils ont fait des sottises qui trahissent le code ! Mon meilleur plaisir est d'aider les malheureux à se tirer d'affaire sans trop de mal. Je me trouve suffisamment payé quand ils réintègrent, sinon les sentiers de la vertu (ce qui est bien difficile), à tout le moins les voies larges de l'honnêteté légale. »

« J'ai été frappé, pendant la guerre, de nombre fantastique d'instances en divorce. Les cas les plus singuliers, les plus douloureux, et parfois les plus comiques, m'ont été présentés. Il y a beaucoup à faire pour sauvegarder la cellule sociale de la famille, contre les égoïsmes individuels. Avec de l'enfant, tout s'arrange. Les plus méchants divorces sont de ménages sans enfants. Les enfants appellent la mansuétude et le pardon. »

« Navez-vous point présidé, monsieur le conseiller, la 8^e chambre, devenue le tribunal d'enfants ? »

« Si fait. Je dois à la vérité de dire que mes arrêts n'y furent guère appréciés. L'est rare à mon avis que l'enfance soit forcément perverse. La plupart des petits dévotés sont des malheureux à qui on a manqué l'autorité et l'affection familiales. C'est moins le procès des enfants que celui des parents qui s'impose. Quelques conseils aux pères et mères suffisent, dans la plupart des cas, à sauver les mauvais garnements du crime et de la débauche. Si les mères n'allaient pas mieux, elles n'en allaient pas plus mal. »

« Ma malchance voulut que le directeur d'une colonie pénitentiaire, dont l'établissement se dépeuplait à vue d'œil, adressât au ministre une protestation, accompagnée d'une menace de fermeture... »

« On considéra ma méthode comme un danger public, et je fus changé d'office... »

A bâtons rompus

« Ce ne fut point, poursuivit M. Séré de Rivières, la seule démission que je faillis provoquer. A Fontainebleau, j'eus maille à partir avec un garde champêtre. Le brave homme jugea que sa dignité ne lui permettait plus d'exercer ses fonctions, après que j'eus acquitté un doux ivrogne qu'il accusait d'outrages à la force publique ! »

« Le terme m'avait paru un peu fort pour la chose. L'ivrogne est naturellement enclin à injurier. Pour peu que l'agent verbalisateur soit susceptible, il a tôt fait de transformer le délit d'ivresse sur la voie publique en injures à un représentant de la loi. Et voilà un pauvre diable qui, pour un coup d'aramon de trop, perd la virginité de son casier judiciaire... »

« Je n'ai pas de spéciale sympathie pour les ivrognes. Mais je ne puis me résoudre à les considérer comme des criminels. Je me souviens d'avoir acquitté un chemineau poursuivi par une cabaretière, qui l'accusait de n'avoir point payé la chopine qu'il avait bu. Généralement, on acquitte pour le pain volé... Le vin ne me parut pas moins digne de miséricorde. Je payai sa bouteille à la cabaretière et invitai le vagabond à ne plus avoir soif quand il se trouverait sans argent. »

« Je sais bien que la bonté ne va pas sans un peu de faiblesse. Mais il suffit de s'arrêter à temps dans la voie des concessions. — M. P. »

Une protestation allée
est adressée à la Chine

LONDRES, 1^{er} mars. — On mande de Pékin au Times, à la date du 20 février :

« Les ministres alliés ont présenté une note identique au gouvernement chinois pour protester contre la pénurie de voitures sur le chemin de fer de Pékin à Hankow. Cette pénurie est due aux réquisitions militaires et au fait que la majorité des voitures ont été allouées à une seule maison. »

LE MARIAGE DE LA PRINCESSE PATRICIA



LES NOUVEAUX MARIÉS ET LEUR ESCORT DE DIGNES

Ainsi que nous l'avons dit, le mariage de la princesse Patricia, cousine du roi George V, et fille du duc de Connaught, avec le commandant Alexandre Ramsay, a été célébré, jeudi, au palais de Clarence avec leurs pages et leurs demoiselles d'honneur.

LA SOCIÉTÉ SHAKESPEARE

UNE BELLE MANIFESTATION ARTISTIQUE ET MONDAINE

Hier, en l'hôtel de Mme la comtesse de Béarn, a été représentée "La Mégère apprivoisée".

En pénétrant dans l'hôtel de Mme la comtesse de Béarn, nous avons vu les fêtes somptueuses qui y furent données avant la guerre. On donnait alors un divertissement oriental au profit d'une œuvre de charité. Depuis cette époque, déjà lointaine, dont l'évocation n'est pas sans mélancolie, la première représentation à Paris de *La Mégère apprivoisée*, donnée hier, est la première manifestation artistique et mondaine. Cette représentation est donnée sous les auspices de la Société Shakespeare, fondée par M. Gémier, et dont le comité de direction est composé de MM. Herriot, Jean Finot, Walter Berry, comte de Beaumont, Paul-Boncour, S. Dervillé, Gémier, Henri de Régnier et Valentin Mandelstam.



M. GÉMIER EN PETRUCHIO

Cette société a pour but d'affermir les liens intellectuels qui unissent la France aux peuples de langue anglaise, dans l'intérêt de l'humanité, du progrès et de la civilisation, par des représentations d'œuvres dramatiques de valeur, soit classiques, soit modernes, appartenant au patrimoine des nations amies ou ennemies, et, en particulier, de favoriser la représentation, tous les ans, d'une ou de plusieurs pièces de Shakespeare. La société porte en exergue : France, Angleterre, Amérique.

La représentation d'hier fut en quelque sorte une manifestation d'« entente cordiale » entre trois grandes nations. Nous honorons l'Angleterre dans son poète; nous saluons les États-Unis dans celui qui fut l'interprète du comte M. Walter Berry, le distingué président de la Chambre de commerce américaine; nous remercions enfin la France, à qui est due l'initiative de cette œuvre de solidarité et d'union.

À l'occasion de la représentation, M. W. Berry, dans une causerie pleine de savoir, a parlé des œuvres de Shakespeare, et, en particulier, de *La Mégère apprivoisée* (*The Taming of the Shrew*), comédie qui ne fut que le remaniement d'une pièce imprimée en 1594, et qui avait été jouée quelques années auparavant. M. Berry parla avec l'humour de l'énigme Shakespeare, à propos du récent livre de M. Abel LeFranc, qui a essayé de démontrer que les œuvres du génial poète ont été, en réalité, écrites par William Stanley, sixième comte de Derby, l'ancêtre de l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris.

La Mégère apprivoisée est, de toutes les pièces de Shakespeare, celle qui touche de plus près à la comédie italienne du seizième siècle. Les scènes relatives à la conquête de Bianca sont tirées des *Supplices*, de Gascoigne, qui n'avait fait qu'adapter les *Supplices* de l'Arioste. Du théâtre italien elles ont la tournure comique, mais aussi la pauvreté d'observation psychologique. Shakespeare a repris les personnages de Petruchio et de Catarina. De ces deux fantoches d'un théâtre vicieux, il a fait deux êtres vivants, agissants, dans un milieu qui n'est pas, comme on pourrait croire, de pure imagination.

Les Anglais du seizième siècle connaissaient bien Padoue. Ils avaient coutume de s'y arrêter en allant à Venise. L'Université — le studio — encore très florissante, était pour beaucoup d'entre eux une occasion de s'y arrêter. Les jeunes Anglais ne séjournaient pas à Padoue seulement pour s'instruire dans les lettres, mais aussi, comme le rapporte un contemporain, pour apprendre l'équitation, la danse et l'escrime, la musique et, enfin, les belles manières d'Italie, alors si fort à la mode. Notons, d'un de ces étudiants qui fut Roger Manners, comte de Antland, lequel, protégé par le comte d'Essex, vécut dans l'intimité de Southampton, le patron de Shakespeare. Dans la maison de Southampton, il n'est pas douteux que Shakespeare connut Manners et qu'il recueillit ses récits d'Italie à une date très rapprochée de celle où fut composée *La Mégère apprivoisée*.

Nous devons l'adaptation de *La Mégère* à la plume alerte et brillante de M. G. de La Fouchardière.

La musique de scène du dix-septième siècle a été reconstituée et instrumentée par M. Maurice Jacquet.

M. Gémier incarne enfin, avec l'autorité d'un grand artiste, Petruchio. Nous lui devons également la mise en scène dont l'originalité nous a fort séduits.

La représentation d'hier fut le régala de quelques privilégiés, en attendant que nous puissions applaudir *La Mégère apprivoisée* au théâtre Antoine, en avril prochain, pour fêter solennellement le 303^e anniversaire de William Shakespeare, sous le triple parrainage de la France, de l'Angleterre et de l'Amérique.

André de FOUQUIERES.

Les exigences de l'actualité nous obligent de remettre à mardi la neuvième liste des livres de notre Concours.

SITUATIONS

5 HEURES DU MATIN DERNIÈRE HEURE 5 HEURES DU MATIN

LA RÉVOLUTION BAVAROISE

LA RÉPUBLIQUE DES C.O.S. EST INSTAURÉE À MUNICH

Le Congrès des conseils a été envahi par une délégalation de soldats qui se sont présentés revolver au poing.

BALE, 1^{er} mars. — On télégraphie de Munich, à la Gazette de Francfort, que le Congrès des conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans s'est prononcé, par 334 voix contre 70, en faveur de l'établissement de la république des C. O. S.

À la suite de ce vote, le Dr Lewin et plusieurs de ses amis ont donné leur démission du comité central de direction.

Un incident au Congrès des C. O. S.

BALE, 1^{er} mars. — On mande de Munich : Dans la séance de vendredi après-midi du Congrès des conseils, le ministre Unterleithner avait terminé son rapport sur les résolutions des commissions lorsqu'une délégalation des troupes de protection républicaines, forte d'un trentaine d'hommes, apparut. Les soldats, brandissant leurs revolvers, crièrent : « Haut les mains ! » Tous les membres du Congrès levèrent les mains.

Le chef de la délégalation, brandissant son revolver sur la gauche, cria :

— Nous ne pouvons pas nous laisser gouverner plus longtemps par les lois de la rue. Nous avons besoin d'un véritable gouvernement.

Les soldats s'emparèrent de Lewin, assis à la table ministérielle, et l'emmenerent ainsi que les membres des conseils des ouvriers communistes Mahsan et Landbauer.

Un quart d'heure après, Lewin et Mahsan réapparurent, déclarant avoir été libérés par la garde sur l'intervention des membres du Congrès.

La République des C. O. S. proclamée à Brunswick

BALE, 1^{er} mars. — On mande de Brunswick : La République des Conseils des ouvriers et des soldats a été proclamée vendredi soir.

La ville est calme.

Les conditions financières et économiques de l'armistice

BALE, 1^{er} mars. — On mande de Weimar : Les partis de la majorité ont déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet autorisant le gouvernement à prendre, pendant la session de l'Assemblée nationale, les mesures financières et économiques reconnues nécessaires pour la réalisation des conditions de l'armistice. Ces mesures auront force de loi, cependant elles devront être immédiatement communiquées à l'Assemblée nationale, qui aura le droit de les faire abroger.

M. Scheidemann aurait démissionné

LONDRES, 1^{er} mars. — Suivant une dépêche parvenue à Londres et provenant de Hollande, Scheidemann a démissionné, et de nouveaux mouvements révolutionnaires sont imminents en Allemagne.

Le retour en France du président Wilson

WASHINGTON, 1^{er} mars. — Sur l'invitation du gouverneur Smith, le président Wilson a accepté de prononcer un discours sur la Conférence de la paix et la Ligue des nations au Metropolitan Opera de New-York, le 4 mars. L'ancien président Taft prendra également la parole sur le même sujet.

Le président Wilson quittera Washington mardi prochain, à 2 heures. Il arrivera à New-York à 7 heures, pour se rendre immédiatement au Metropolitan Opera. Son discours terminé, il se rendra à bord du *George Washington*, qui partira la mer mercredi matin à la première heure.

L'attentat contre M. Clemenceau

Cottin a agi seul

Le capitaine Bouchardon a continué, hier, à entendre les témoins. Un fait a été acquis : c'est que, dès 8 h. 30 du matin, Cottin guettait la sortie de M. Clemenceau.

En effet, Mme Zembé, concubine du 11 de la rue Franklin, sortant à 8 h. 30 pour porter chez M. Clemenceau une lettre remise par erreur chez elle, remarqua, entre les n^{os} 7 et 9, un individu jeune, à cheveux blancs, qu'elle prit pour un Russe. Une demi-heure après, revenant de ses courses, elle le reconnut parfaitement courant derrière l'automobile.

Mlle Mas, domestique chez M. Meyer, juge suppléant, vit de sa fenêtre le meurtrier poursuivre la voiture de si près qu'elle le crut d'abord grimpé sur les ressorts de l'auto.

L'après-midi, le capitaine a entendu deux habitants de l'hôtel Bizoulat : MM. Guay, receveur des postes, réfugié, et Toyre, neveu de M. Bizoulat, qu'il a interrogés sur les visites du mystérieux jeune homme blond.

Il paraît établi que Cottin n'était assisté d'aucun complice, rue Franklin, et comptait prendre facilement la fuite, car ce réformé pour hypertrophie du cœur court comme un lièvre. La veille, en effet, il avait eu soin d'emballer tous ses livres dans un malle qu'il comptait bien avoir le temps d'emporter, l'attentat une fois perpétré.

Le seul détail nouveau est que le jeune homme blond portait un brassard de deuil.

NOUVELLES BRÈVES

— Le lieutenant Jonssellin a fait subir, hier, son interrogatoire définitif à Pierre Lenoir, assisté de ses défenseurs, M^{rs} Paul Molénat et Auvillain.

— La chambre des appels correctionnels a confirmé la condamnation à 3 ans de prison et 40.000 francs de restitution prononcée contre Joseph Delour pour escroqueries au préjudice de Mlle Jeanne Louveau, fille de l'ancien directeur des Variétés.

— Le us Sallie, quinze ans, a-t-il tué son père, marchand de vins, pour défendre sa sœur ? Il l'affirme et sa mère également. En attendant que la lumière soit faite, le docteur Paul a procédé à l'autopsie du corps de la victime.

— Une collision s'est produite à l'entrée du port de New-York entre l'*Aquitania* et le cargo *Lord-Dufferin*, qui a coulé. L'équipage du *Dufferin* a été recueilli. L'*Aquitania* a pu rentrer à l'autopsie du corps de la victime.

— Les autorités militaires de Quostrecht faisaient procéder à la destruction d'une certaine quantité d'obus lorsqu'une explosion formidable se produisit, tuant quatorze prisonniers allemands. Il y a de nombreux blessés.

LES GRÈVES

L'ÉTAT DE SIÈGE A ÉTÉ PROCLAMÉ A MADRID

Les magasins d'alimentation ont été envahis par la foule. Les commerçants ont annoncé qu'ils baissaient les prix de 50 0/0.

MADRID, 1^{er} mars. — Dans l'après-midi d'hier, des groupes, composés surtout de femmes avec des enfants, ont envahi plusieurs maisons d'alimentation, boulangeries, boucheries, mais les manifestants se chargeaient eux-mêmes d'empêcher tout vol et livraient à la police ceux qui tentaient de profiter des manifestations pour dérober quelque chose. Il en résulte que la plupart des personnes détenues sont des « pecheurs en eau trouble », et le produit de leurs vols forme dans les cours intérieures du palais du gouverneur un pittoresque amoncellement de boîtes de conserves, de jambons, de saucissons et de bouteilles diverses.

Les boulangers ont accablé, dans la soirée, à leur devanture de grandes pancartes annonçant un rabais de 50 p. 100.

D'autre part, le Conseil municipal a décidé de payer provisoirement lui-même une augmentation de salaire de 0 fr. 50 aux ouvriers boulangers en attendant que les patrons la paient eux-mêmes. Dans la soirée, des groupes se sont massés autour des abattoirs pour empêcher la sortie de la viande. Quelques incidents se sont produits.

Les troupes de cavalerie qui patrouillaient sont partout accueillies par les ovations de la foule.

Le comte de Romanones s'est rendu, dans la soirée, auprès du roi, pour le mettre au courant de la situation. Il lui a fait signer le décret proclamant l'état de siège. Le décret a été publié ce matin. Le calme se rétablit.

Les nouvelles de Barcelone signalent que la grève continue, mais que la ville est calme.

Un discours de M. Orlando

ROME, 1^{er} mars. — M. Orlando a prononcé un grand discours à la Chambre. Parlant de la Conférence de la paix, M. Orlando dit :

— Puisque l'activité diplomatique se déroule sous le contrôle de l'opinion publique, les résultats des travaux de la Conférence sont connus par le public. Un nouvel esprit préside aux travaux.

— Le principe de considérer les transformations territoriales au point de vue de l'opportunité politique est définitivement exclu et on a décidé de ne pas annexer des peuples contre et en dehors de leur volonté.

— Quant aux aspirations nationales, l'Italie a cru et croit fermement dans la justice de ses aspirations nationales, car elle ne demande pas plus et ne pourrait accepter moins que ceci : réintégrer à elle les terres et les peuples de glorieuse tradition italienne et se consacrer pour son intégrité et pour sa défense dans les frontières que la nature même lui a données, en faisant le pays le plus nettement configuré et le peuple le plus homogène de l'Europe.

— Le traité par lequel l'Italie, en entrant en guerre, n'a voulu que faire reconnaître solennellement par ses alliés quelle extension il fallait donner à son droit national, a eu déjà, depuis le commencement, un caractère de compromis qui s'est révélé d'une façon tangible par les renoncements continus dans le traité et dont le volume est aujourd'hui ressenti par tous nos cœurs.

M. Samuel Gompers au cercle Volney

Le dîner franco-américain du cercle Volney a été donné, hier, en l'honneur de M. Samuel Gompers, chef du parti travailliste aux États-Unis.

Après une courte allocution du professeur Vibert, M. Vandervelde a apporté aux travailleurs américains le salut fraternel des prolétaires de Belgique. Puis, M. Barnes, en une éloquente improvisation, a fait l'éloge des États-Unis et de la France, berceau de la civilisation.

M. Collard, après avoir rappelé les origines prolétaires du chef travailliste américain, dont l'action a été d'une grande utilité à la cause de l'Entente, a parlé, en termes émouvants, de nos régions libérées.

M. Gompers a terminé la série des discours, en rappelant qu'avant l'intervention du président Wilson au Congrès américain les travailleurs des États-Unis ont dénoncé la forfaiture allemande. — H. L.

Le lieutenant Hervé-Vauthier et la « Gazette des Ardennes »

Le capitaine Salanson a procédé, hier, en présence de M^{rs} Pinguaud, au premier interrogatoire du lieutenant Hervé-Vauthier.



LE LIEUTENANT HERVÉ-VAUTHIER ET SON DÉFENSEUR, M^{rs} PINGAUD (Photographie prise hier au Palais)

du 62^e d'infanterie, poursuivi pour intelligences avec l'ennemi.

Le lieutenant a déclaré n'avoir collaboré à la *Gazette des Ardennes* et à la *Paix*, de Berlin, que pour se renseigner sur la presse allemande et à la suite d'une évasion, en faire bénéficier le gouvernement français.

On sait que les rapports de nombreux officiers français et les documents saisis contredisent ces déclarations.

LE BLOCUS COMMERCIAL

LES ALLIÉS AUTORISENT LE TRAFIC AVEC L'ORIENT

Les côtes de Bulgarie, les Dardanelles et le littoral de Smyrne sont appelés à bénéficier de cette mesure.

LONDRES, 1^{er} mars. — Le Foreign Office annonce que le blocus de la côte d'Asie Mineure, entre les latitudes 37° 35' à 40° 15' de la mer Noire et de la mer Égée à la côte qui se trouve à l'ouest de la frontière bulgare jusqu'à l'embouchure de la Strouma, a été levé le 21 février.

WASHINGTON, 1^{er} mars. — Le War Trade Board autorise la reprise du commerce avec la Bulgarie, la Turquie et les ports de la mer Noire et annonce que bientôt les relations commerciales seront rouvertes avec les ports de l'Adriatique, sous le contrôle des gouvernements alliés.

CONSTANTINOPLE, 1^{er} mars. — Le nouveau ministre de l'Intérieur, M. Zia, a annoncé la levée du blocus des côtes d'Asie Mineure, y compris l'entrée des Dardanelles, a produit ici une impression favorable.

Des l'arrivée de cette nouvelle, le ministre du Commerce a constitué une commission, présidée par un sous-secrétaire d'État et composée de délégués des divers ministères compétents, pour élaborer la liste des articles qui pourront être échangés avec l'Entente, contre d'autres marchandises que ne produisent pas la Turquie.

Le commerce va être repris avec la rive gauche du Rhin

BRUXELLES, 1^{er} mars. — La *Dernière Heure* dit que le conseil des ministres a délibéré hier au sujet d'une communication d'Angleterre d'où il résulte que les Anglais ont autorisé la reprise du commerce avec la rive gauche du Rhin, sans permettre toutefois le paiement en espèces aux Allemands, ces espèces devant demeurer comme gage aux Alliés.

Cette mesure de faire permettre à l'Allemagne, par des fournitures faites aux pays alliés, d'avoir des valeurs équivalentes à de l'or, qui faciliteront le paiement des indemnités de guerre.

Deux vapeurs allemands capturés dans le Grand-Belt

LONDRES, 1^{er} mars. — On mande de Copenhague à l'Exchange Telegraph que deux navires de guerre français, le *Montcalm* et le *Téméraire*, croisant dans le Grand-Belt, ont capturé, le 27 février, deux vapeurs allemands faisant route vers le Nord sans arborer le pavillon national.

COURRIER DU CONCOURS

Nous publions aujourd'hui notre neuvième liste de livres ; nous la faisons précéder de plusieurs avis importants que les concurrents ont tout intérêt à lire.

A l'avenir, nous publierons trois fois par semaine, les mardi, jeudi et dimanche, le *Courrier du Concours* dans lequel nous répondons aux demandes de renseignements qui nous sont adressées.

Nous conseillons aux concurrents dont la résidence est éloignée de Paris de s'assurer dès maintenant que leur série de livres est complète, et de ne pas attendre au dernier moment pour se procurer ceux qui leur manqueraient ; sinon, ils risqueraient de ne pas être prêts à renvoyer la feuille de réponse, ce qui leur ferait perdre le droit de participer au concours.

— *Cette fois-ci* ? — Les livres sont signés Colette tout court ; c'est pourquoi nous les indiquons ainsi dans la liste.

— *Louis Martet*. — Ce que nous nous demandons de vous dire constituerait une indication qui pourrait vous servir à trouver la réponse, et nous ne le pouvons pas.

— *L. R. B. 1791*. — Nous n'avons aucun élément nous permettant de vous répondre. En vous adressant directement à ces deux maisons d'édition, vous seriez renseignés plus exactement que nous ne pourrions le faire.

— *S. S. S. 232*. — Nous ne pouvons rien ajouter à ce que nous avons dit et certifiez vous-même. Tous les livres peuvent se trouver en librairie.

— *A. M. M. 61*. — Les deux surimons seront prévus tenant compte de cas de ce genre.

— *P. L.* — Mais, certainement, la clarté d'un fait est un facteur du Concours ; aux résultats, vous verrez combien votre appréciation était exacte.

— *Collegium de l'is*. — Nous ne pouvons cependant pas répondre en d'autres termes : un titre de livre figurant dans nos listes ne fait l'objet d'un seul dessin ; c'est très clair, et, s'appliquant à votre question, cette réponse n'est nullement « confuse ».

— *Le loup de Boulogne*. — Vous ne voudriez pas que qu'un concours de ce genre soit limité à l'exigence pas quelque effort de la part des concurrents.

— *L. T. 52*. — Vous pouvez très bien prendre part au Concours ; nous avons prévu une certaine latitude pour l'envoi des réponses provenant des pays éloignés.

LES SELS DE VITTEL

COMPLÉTER LA CURE DE GRANDE SOURCE

42, rue de Paradis - PARIS - et toutes bonnes pharmacies

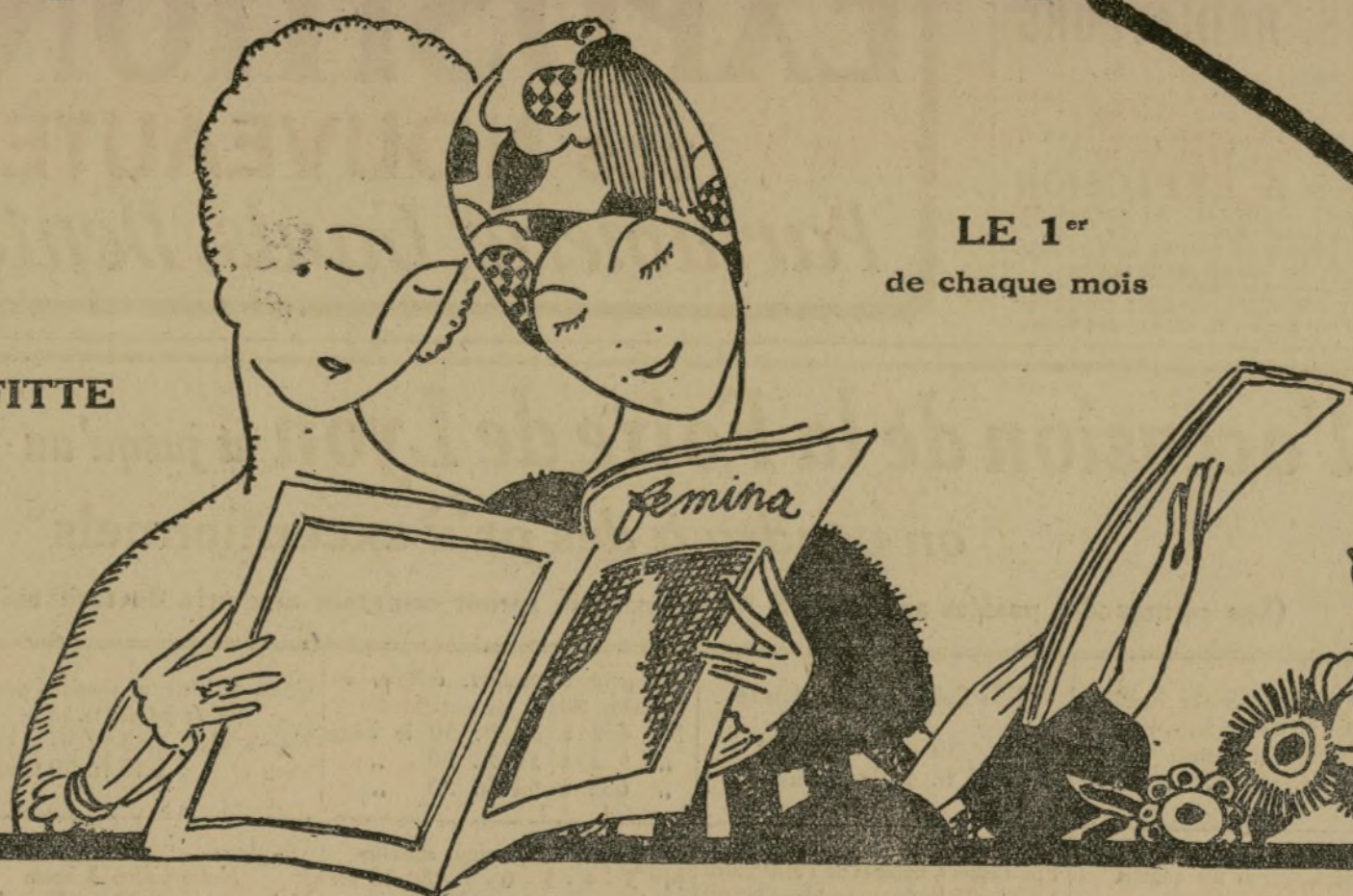
Bourse de Paris du 1^{er} mars 1919

PARIS	392	395	Banq.	121	116 50	115
1890	392	395	1890	121	116 50	115
1891	392	395	1891	121	116 50	115
1892	392	395	1892	121	116 50	115
1893	392	395	1893	121	116 50	115
1894	392	395	1894	121	116 50	115
1895	392	395	1895	121	116 50	115
1896	392	395	1896	121	116 50	115
1897	392	395	1897	121	116 50	115
1898	392	395	1898	121	116 50	115
1899	392	395	1899	121	116 50	115
1900	392	395	1900	121	116 50	115
1901	392	395	1901	121	116 50	115
1902	392	395	1902	121	116 50	115
1903	392	395	1903	121	116 50	115
1904	392	395	1904	121	116 50	115
1905	392	395	1905	121	116 50	115
1906	392	395	1906	121	116 50	115
1907	392	395	1907	121	116 50	115
1908	392	395	1908	121	116 50	115
1909	392	395	1909	121	116 50	115
1910	392	395	1910	121	116 50	115
1911	392	395	1911	121	116 50	115
1912	392	395	1912	121	116 50	115
1913	392	395	1913	121	116 50	115
1914	392	395	1914	121	116 50	115
1915	392	395	1915	121	116 50	115
1916	392	395	1916	121	116 50	115
1917	392	395	1917	121	116 50	115
1918	392	395	1918	121	116 50	115
1919	392	395	1919	121	116 50	115
1920	392	395	1920	121	116 50	115
1921	392	395	1921	121	116 50	115
1922	392	395	1922	121	116 50	115
1923	392	395	1923	121	116 50	115
1924	392	395	1924	121	116 50	115
1925	392	395	1925	121	116 50	115
1926	392	395	1926	121	116 50	115
1927	392	395	1927	121	116 50	115
1928	392	395	1928	121	116 50	115
1929	392	395	1929	121	116 50	115
1930	392	395	1930	121	116 50	115
1931	392	395	1931	121	116 50	115
1932	392	395	1932	121	116 50	115
1933	392	395	1933	121	116 50	115
1934	392	395	1934	121	116 50	115
1935	392	395	1935	121	116 50	115
1936	392	395	1936	121	116 50	115
1937	392	395	1937	121	116 50	115
1938	392	395	1938	121	116 50	115
1939	392	395	1939	121	116 50	115
1940	392	395	1940	121	116 50	115
1941	392	395	1941	121	116 50	115
1942	392	395	1942	121	116 50	115
1943	392	395	1943	121	116 50	115
1944	392	395	1944	121	116 50	115
1945	392	395	1945	121	116 50	115
1946	392	395	1946	121	116 50	115
1947	392	395	1947	121	116 50	115
1948	392	395	1948	121	116 50	115
1949	392	395	1949	121	116 50	115
1950	392	395	1950	121	116 50	115
1951	392	395	1951	121	116 50	115
1952	392	395	1952	121	116 50	115
1953	392	395	1953	121	116 50	115
1954	392	395	1954	121	116 50	115
1955	392	395	1955	121	116 50	115
1956	392	395	1956	121	116 50	115
1957	392	395	1957	121	116 50	115
1958	392	395	1958	121	116 50	115
1959	392	395	1959	121	116 50	115
1960	392	395	1960	121	116 50	115
1961	392	395	1961	121	116 50	115
1962	392	395	1962	121	116 50	115
1963	392	395	1963	121	116 50	115
1964	392	395	1964	121	116 50	115
1965	392	395	1965	121	116 50	115
1966	392	395	1966	121	116 50	115
1967	392	395	1967	121	116 50	115
1968	392	395	1968	121	116 50	115
1969	392	395	1969	121	116 50	115
1970	392	395	1970	121	116 50	115
1971	392	395	1971	121	116 50	115
1972	392	395	1972	121	116 50	115
1973	392	395	1973	121	116 50	115
1974	392	395	1974	121	116 50	115
1975	392	395	1975	121	116 50	115
1976	392	395	1976	121	116 50	115
1977	392	395	1977	121	116 50	115
1978	392	395	1978	121	116 50	115
1979	392	395	1979	121	116 50	115
1980	392	395	1980	121	116 50	115
1981	392	395	1981	121	116 50	115
1982	392	395	1982	121	116 50	115
1983	392	395	1983	121	116 50	115
1984	392	395	1984	121	116 50	115
1985	392	395	1985	121	116 50	115
1986	392	395	1986	121	116 50	115
1987	392	395	1987	121	116 50	115
1988	392	395	1988	121	116 50	115
1989	392	395	1989	121	116 50	115
1990	392	395	1990	121	116 50	115
1991	392	395	1991	121	116 50	115
1992	392	395	1992	121	116 50	115
1993	392	395	1993	121	116 50	115
1994	392	395	1994	121	116 50	115
1995	392	395	1995	121	116 50	115
1996	392	395	1996	121	116 50	115
1997	392	395	1997	121	116 50	115
1998	392	395	1998	121	116 50	115
1999	392	395	1999	121	116 50	115
2000	392	395	2000	121	116 50	115
2001	392	395	2001	121	116 50	115
2002	392	395	2002	121	116 50	115
2003	392	395	2003	121	116 50	115
2004	392	395	2004	121	116 50	115
2005	392	395	2005	121	116 50	115
2006	392	395	2006	121	116 50	115
2007	392	395	2007	121	116 50	115
2008	392	395	2008	121	116 50	115
2009	392	395	2009	121	116 50	115
2010	392	395	2010	121	116 50	115
2011	392	395	2011	121	116 50	115
2012	392	395	2012	121	116 50	115
2013	392	395	2013	121	116 50	115
2014	392	395	2014	121	116 50	115
2015	392	395	2015	121	116 50	115
2016	392	395	2016	121	116 50	115
2017	392	395	2017	121	116 50	115
2018	392	395	2018	121	116 50	115
2019	392	395	2019	121	116 50	115
2020	392	395	2020	121	116 50	115
2021	392	395	2021	121	116 50	115
2022	392	395	2022	121	116 50	115
2023	392	395	2023	121	116 50	115
2024	392	395	2024	121	116 50	115
2025	392	395	2025	121	116 50	115
2026	392	395	2026	121	116 50	115
2027	392	395	2027	121	116 50	115
2028	392	395	2028	121	116 50	115
2029	392	395	2029	121	116 50	115
2030	392	395	2030	121	116 50	115
2031	392	395	2031	121	116 50	115
2032	392	395	2032	121	116 50	115
2033	392	395	2033	121	116 50	115
2034	392	395	2034	121	116 50	115
2035	392	395	2035	121	116 50	115
2036	392	395	2036	121	116 50	115
2037	392	395	2037	121	116 50	115
2038	392	395	2038	121	116 50	115
2039	392	395	2039	121	116 50	115
2040	392	395	2040	121	116 50	115
2041	392	395	2041	121	116 50	115
2042	392	395	2042	121	116 50	115
2043	392	395	2043	121	116 50	115
2044	392	395	2044	121	116 50	115
2045	392	395	2045	121	116 50	115
2046	392	395	2046	121	116 50	115
2047	392	395	2047	121	116 50	115
2048	392	395	2048	121	116 50	115
2049	392	395	2049	121	116 50	115
2050	392	395	2050	121	116 50	115
2051	392	395	2051	121	116 50	115
2052	392	395	2052	121	116 50	115
2053	392	395	2053	121	116 50	115
2054	392	395	2054	121	116 50	115
2055	392	395	2055	121	116 50	115
2056	392	395	2056	121	116 50	115
2057	392	395	2057	121	116 50	115
2058	392	395	2058	121	116 50	115
2059	392	395	2059	121	116 50	115
2060	392	395	2060	121	116 50	115
2061	392	395	2061	121	116 50	115
2062	392	395	2062	121	116 50	115
2063	392	395	2063	121	116 50	115
2064	392	395	2064	121	116 50	115
2065	392	395	2065	121	116 50	115
2066	392	395	2066	121	116 50	115
2067	392	395	2067	121	116 50	115
2068	392	395	2068	121	116 50	115
2069	392	395	2069	121	116 50	115
2070	392	395	2070	121	116 50	115
2071	392	395	2071	121	116 50	115
2072	392	395	2072	121	116 50	115
2073	392	395	2073	121	116 50	115
2074	392	395	2074	121	116 50	115
2075	392	395	2075	121	116 50	115
2076	392	395	2076	121	116 50	115
2077	392	395	2077	121	116 50	115
2078	392	395	2078	121	116 50	115
2079	392	395	2079			

femina

LE 1^{er}
de chaque mois

PIERRE LAFITTE
DIRECTEUR



5 magazines dans 1

Telle qu'elle va reparaître le 1^{er} de chaque mois, à partir du 1^{er} Mars, la plus importante Revue féminine du monde entier répondra certainement à tous les goûts, à tous les besoins, à toutes les aspirations féminines. FEMINA sera en effet, à la fois,

UN MAGAZINE :

de Modes

puisque l'on trouvera, dans chaque numéro, un minimum de 100 modèles des grands couturiers et modistes de Paris, des ouvrages d'art féminin, des suggestions d'ameublement, des indications pour les petites couturières, des toilettes du meilleur goût facilement copiables, un service de patrons, des étoffes, des coiffures, des danses, des recettes culinaires, des conseils esthétiques, des bijoux, des parures, etc.

Artistique

puisque chaque numéro constituera un véritable album de luxe sous couverture en 4 couleurs (beau papier couché, typographie d'art), illustré par des artistes tels que Barbier, Benito, Boutet de Monvel, Zyg Brunner, Cappiello, Castex, Dartey, Domergue, Drian, Abel Faivre, Mme Forain, Henry Fournier, Girardclos, Leonnet, L'Hom, Lepape, Lorenzi, Mahias, Sem, R. Vincent, etc.

Littéraire

puisque la rédaction comprend des noms tels que : MM. Maurice Barrès, Paul Bourget, René Boylesve, Brieux, Alfred Capus, Maurice Donnay, Pierre Loti, Marcel Prévost, Henri de Régnier, de l'Académie Française.

Comtesse de Noailles, M^{mes} M. Borelly, L. Delarue-Mardrus, Colette, Myriam Harry, G. d'Houville H. Miropolsky, C. Mavran, H. Picard, Rachilde, M. Tynaie, C. Yver, etc.

MM. P. Adam, H. Bataille, L. Bertrand, T. Bernard, E. Berr, H. Bordeaux, L. Descaves, H. Duvernois, A. Flament, R. de Flers, L. Forest, Franc-Nohain, J. des Gachons, J. Galtier, P. Géraudy, F. Gregh, A. Guinon, Sacha Guitry, A. Hermant, Ed. Jaloux, F. Jammes, M. Magre, G. de Pawlowski, G. de Porto-Riche, Rip, L. de Robert, D. Sylvaire, F. Vandérem, J.-L. Vaudoyer, Clément Vautel, P. Véber, P. Wolff, etc.

Instructif

puisque l'on y trouvera des études sur "l'Art de lire" par E. Vuillermoz; "l'Art de se meubler" par A. Fauchier-Magnan; "l'Education musicale" par Reynaldo Hahn; "l'Art de s'y connaître en peinture" par E. Henriot; "Les questions sociales" par Hélène Miropolsky; "l'Art des jardins" par Louis Forestier, etc.

Vivant

puisque toute l'actualité mondaine, théâtrale, sportive, artistique, musicale y sera reflétée chaque mois par de belles photographies: mariages, bals, courses, grandes premières, expositions, bienfaisance, villes d'eaux, concerts, sans parler de photographies d'intérieurs, villas, châteaux, cottages, etc.

NOUS ENGAGEONS NOS LECTRICES A SE PROCURER LE N° DU 1^{er} MARS IMMÉDIATEMENT.

Abonnements pour 12 numéros :
FRANCE : 30 fr. - ETRANGER : 36 fr.

Editions Pierre Lafitte
90 av. des Champs Elysées
Paris